



ACTION DES SALARIÉ-E-S DU SECTEUR ASSOCIATIF

Finis les CUI ? Place aux CDI ! Rassemblement le Mardi 26 Septembre à 18h devant Bercy pour la requalification en emploi de qualité de tous les contrats aidés !

Alors que nous ne cessons d'alerter les pouvoirs publics depuis le 9 Août dernier sur le drame humain et social que constitue la décision prise brutalement et sans discussion de gel/suppression de 150 000 contrats aidés en 2017, le gouvernement s'entête et refuse de discuter afin de trouver des solutions à ce plan social de grande ampleur. Le syndicat ASSO à travers sa cartocrise a déjà recensé 1174 suppressions d'emplois dans plus de 400 structures réparties sur tout le territoire national (www.syndicat-asso/cartocrise).

Face à l'inertie et à la brutalité de ce gouvernement, nous appelons les salarié.e.s à poursuivre leur mobilisation et à multiplier les actions pour faire reculer le gouvernement et obtenir la CDI-sation/titularisation de tous les contrats aidés.

Avec le collectif "coûteux et inefficaces" dont nous sommes membres, nous appelons à un rassemblement le Mardi 26 Septembre à 18h face au ministère des Finances pour défendre le maintien et la requalification en emploi de qualité de tou.te.s les salarié.e.s en contrats aidés.

Le syndicat ASSO demande au Gouvernement :

- Le maintien et la CDI-sation de tou.te.s les salarié.e.s en contrats aidés et l'abrogation des mesures dérogatoires au droit du travail (possibilité de travailler 20 heures, non-comptabilisation dans les effectifs de l'entreprise, absence de prime de précarité pour les salarié.e.s en CDD).
- L'abrogation des exonérations patronales attachées aux contrats aidés pour la préservation de notre modèle social basé sur la solidarité.
- Un financement pérenne et durable à la hauteur des besoins pour le secteur non-marchand.

Le CICE coûte chaque année 20 milliards d'euros avec un effet sur l'emploi très faible (200 000 emplois créés sur trois ans pour les plus optimistes). Pérenniser l'emploi de 300 000 salarié.e.s en contrats aidés coûterait seulement 9 milliards d'euros par an. C'est un choix politique !

Contacts presse : Florian Martinez : 06.33.27.36.22 // Florence Ihaddadene : 06.23.59.18.89

Communiqué de presse ASSO-Solidaires, le 25 septembre à Paris